

# Villes en développement



Déc. 1992 - N°18

## Jeunes, ville, emploi

*"Pendant des années, le voile du mensonge a couvert toutes les initiatives, mais le voile du mensonge s'est avéré être un linceul. Il faut en finir avec la tricherie, il faut en finir avec la démagogie" (extrait du message prononcé par le président du Mali Alpha Oumar Konaré à l'ouverture du colloque).*

Lorsque M. Jean-Claude Faure, directeur du Développement au ministère de la Coopération lança l'idée d'un colloque international sur les jeunes citadines d'Afrique subsaharienne, il en confia la maîtrise d'oeuvre à la sous direction de l'action culturelle.

Il reconnaissait ainsi la transversalité des analyses et l'importance de la dimension culturelle dans la question posée par le trinôme: "Jeunes, ville, emploi" (JVE): quel avenir pour la jeunesse africaine? C'était aussi reconnaître la nécessité de faire côtoyer l'économiste et l'ingénieur, le géographe, le médecin, l'urbaniste et l'anthropologue.

Il n'est peut-être pas inutile de faire, ici, un bref point d'histoire en remontant aux années 60. Les économistes introduisaient alors un facteur culturel pour compléter leurs analyses. Nul n'était besoin de les approfondir dans la transposition aux économies du Sud, car la spirale de la croissance et du progrès devait se mettre en marche grâce à des politiques publiques d'investissement, d'élévation des niveaux de formation et de compétences des hommes. L'urbanisation, synonyme de progrès, allait favoriser l'arrivée de l'Etat-Nation.

Même si quelques voix discordantes se faisaient entendre, ici et là, l'heure était largement à la rationalisation des comportements, à l'économie, et aux "bonnes moeurs" qui devaient y conduire.

Beaucoup s'étonnent aujourd'hui devant tant d'optimisme, surtout quand on sait que la croissance et l'emploi ne se sont pas retrouvés au rendez-vous d'une jeunesse, sans doute



Source: Paquita

mal formée, mais de plus en plus nombreuse et impatiente. Ne sommes-nous pas en train de mésestimer la dimension culturelle dans l'explication des maigres résultats obtenus par les politiques d'ajustement? Cette question est légitime alors qu'on peut penser que l'Afrique est en train de "refuser le développement" (Axelle Kabou) et qu'on assiste, selon Sony Labou Tansi, à un "écartèlement culturel", à un "débousolement environnemental" et que la demande de démocratie et de justice tarde à être satisfaite.

C'est de tout cela qu'il s'est agi au cours de trois jours de débats interdisciplinaires, imposants, riches et animés, entre représentants de 25 pays subsahariens francophones, lusophones et anglophones.

L'originalité de "JVE" a d'abord été de rapprocher tous les termes de la promesse ambiguë qu'a été l'urbanisation de l'Afrique, dans un débat où "l'intellectuel" et le "scientifique" se sont retrouvés à côté du "décideur" ou du "militant associatif". Ce rapprochement n'est pas si fréquent pour qu'il faille le noter comme un élément positif en soi du colloque,

même si certains participants ont trouvé qu'il y avait un "abîme" entre l'ambition forgée, au début 1992, par les organisateurs du colloque, et les résultats obtenus. Ne s'agissait-il pas d'explorer de nouvelles voies de coopération dans un domaine sensible? Cependant, j'ai le sentiment que le colloque a permis de définir des lignes de forces sur la solidarité, d'affirmer l'importance du projet politique devant les impératifs de gestion, de reconnaître le caractère fondamental du déterminant culturel, l'importance des priorités et des messages clairs en résonance avec les besoins de démocratie et de vérité.

Ce sont là peut-être seulement des points de départ pour de nouvelles voies de coopération. Mais "JVE" aurait-il permis uniquement cela, que le bilan du colloque serait largement positif.

**Michel Monfort (\*)**

(\*) M. Monfort, responsable du comité de pilotage du colloque "JVE" est aujourd'hui chef de la Mission de coopération et d'action culturelle à Maurice.

## Un combat de réussite

Ses copains l'appellent La Vérité. Un surnom qu'il doit à un tic de langage, presque une morale: La Vérité commence toutes ses phrases par "franchement dit". A 25 ans, il survit, gardien de voiture sur le marché d'Adjamé à Abidjan. Burkinabé d'origine, il est revenu dans la capitale ivoirienne il y a deux ans avec l'espoir de retrouver un emploi de commis quitté quelques mois plus tôt. Raté! la boulangerie qui l'employait a fermé ses portes. Depuis, La Vérité vit la crise au quotidien. La surveillance des voitures en stationnement ne lui rapporte plus que 200 à 300 F. CFA par jour. Juste de quoi payer deux repas et une chambre à Bolibana, bidonville méconnu de presque tous les abidjanais.

Bolibana, en malinké veut dire "la course est finie". La Vérité en montrant la lagune qui borde ce quartier aux ruelles étroites et insalubres, le confie avec humour: "Quand tu arrives là, si tu freines pas, tu coules !

Deux mille kilomètres plus loin, à Brazzaville, Jacques, Médard et Dominique s'affairent autour de trois vélomoteurs. Tous les trois ont le bac. En chœur, ils reprennent ce refrain déjà entendu ailleurs, dans d'autres capitales: "c'est dur, c'est trop dur! Si tu fais pas des bricoles, tu peux pas manger". "En plus dit Jacques, nous devenons des analphabètes potentiels. Tout ce que nous avons appris ne nous sert à rien". A 28 ans, Dominique en sait quelque chose. Ses études de technicien agricole se sont évanouies au profit d'un apprentissage sur le tas de la mécanique des carburateurs.

"Je ne vois pas d'issue! Si on ne compte pas sur le népotisme, si on n'a pas un parent bien placé, alors c'est la dépression, la folie ou l'exil". Trois ans après sa maîtrise d'écono-

mie, Djibril de Dakar "vadrouille toujours dans les rues" selon sa propre expression. Avec ses amis, diplômés chômeurs comme lui, il tente de secouer l'Etat. Cet Etat qui cristallise toutes leurs rancœurs, qui ne leur a pas offert d'emplois garantis à la sortie de l'université et qui, lâchage impardonnable à leurs yeux, "n'est pas capable de favoriser l'initiative ou simplement d'accorder des facilités de crédit".

Le désespoir guette. Ahmadou, jeune juriste inactif, le confie: "On était plus à l'aise quand nous étions étudiants. Alors qu'aujourd'hui on arrive même à être rejeté par la famille parce qu'on ne sert absolument à rien". Comme bien d'autres, ce sentiment d'échec lui fait regarder ailleurs. Son espoir: "faire des études supérieures plus poussées, trouver un emploi en France et peut-être rester là-bas". Médard à Brazza, Djibril à Dakar connaissent la conjoncture internationale, les plans d'ajustement structurel, le prix des matières premières... A leur yeux pourtant, les premières responsabilités ne se situent pas là. "Ce sont les dirigeants du pays qui ont fait ça, dénonce Médard. Si ces gens aimaient leur pays, les choses n'en seraient pas là". Même son de cloche à Libreville où Hubert Freddy et ses copains rappeurs indexent la corruption et le népotisme en chantant. "La solitude c'est pour eux, c'est pas pour nous puisqu'ils la font à leur seul profit" poursuit Hubert.

Eva, bonne à Dakar depuis l'âge de 15 ans, elle qui ne veut pas donner son nom parce que trop d'humiliations lui font préférer l'anonymat, ne dit pas autre chose quant elle demande: "Le président, est-ce qu'il nous a vus?" "Ils font semblant! moi je dis: ils font semblant de s'occuper du problème des jeu-

nes" lui répond Freddy d'Abidjan. Pour mieux se faire comprendre, il ajoute en colère: "vous n'allez pas voir un enfant de quelqu'un bien placé faire comme nous. L'enfant est peut-être à New-York ou Paris en train de s'éclater. Eux, ils font semblant de s'occuper de nous!". D'Abidjan à Brazzaville en passant par Yaoundé ou Libreville, la galère est bien le lot du plus grand nombre. Révoltés ou désespérés, ils survivent, s'expriment et s'exposent quelquefois sur des barricades ou dans des manifestations. Tous ne le font pas. Ceux qui le font sont souvent en première ligne.

"On change. On change surtout mentalement" dit Ida de Brazza. Cette jeune et belle congolaise est percussionniste en dépit de la sentence traditionnelle qui prétend que les femmes qui jouent du tam tam auront les seins jusqu'au ventre. "D'autre suivront l'exemple, je l'espère bien" conclut-elle.

Entre la tentation de l'exil, l'abandon et l'activisme, les jeunes africains des villes cherchent, "se cherchent" comme ils disent à Abidjan. Dans la capitale ivoirienne. Freddy ramasse en quelques mots simples leurs aspirations. "Nous sommes dans un combat! un combat de réussite" dit-il "Réussir? c'est quand demain tu t'habilles bien, tu manges bien, tu ne vas pas voler, tu ne vas pas quémander, tu vis décemment quoi! Et là, tu dis vraiment: j'ai réussi!".

**Régis Gourillon,**  
Journaliste à l'A.I.T.V.  
Agence internationale d'images.

Les témoignages de cet article sont extraits d'un reportage tourné en octobre 92 à Abidjan, Brazzaville, Dakar et Libreville.

Le ministère de la Coopération et du développement a organisé du 26 au 29 octobre 1992, à Paris, un colloque sur le thème "Jeunes, ville, emploi". Chercheurs, politiques, responsables administratifs et animateurs de mouvements associatifs, de 25 nationalités, se sont côtoyés et ont essayés d'approfondir ensemble ce thème un peu provocateur.

Villes en développement a été choisi par le ministère pour diffuser rapidement (pas assez cependant!) un premier aperçu de ces travaux. Une pagination doublée et un tirage porté à 5000 exemplaires permettront, nous l'espérons, de donner un reflet plus fidèle des cinquante cinq heures de travail du colloque (deux assemblées plénières, trois tables rondes et huit ateliers). La parution des actes sera signalée dans la rubrique habituelle de Villes en développement.

Les travaux de ces journées mettent en évidence des phénomènes importants, des questions nouvelles pour les professionnels de l'aménagement urbain. Nos réflexions, nos projets doivent contribuer, au delà des objectifs traditionnels (équipements, gestion, organisation de la ville) à promouvoir cette "citadinité" sans laquelle la vie en ville de ces jeunes restera une galère qui ne trouvera jamais de port.

**François Noisette, rédacteur en chef**

## Et pendant ce temps là...

Placé du point de vue de l'organisation, il n'a pas été possible de faire autre chose que du zapping entre les différentes séances de travail et de saisir quelques bribes de débats. En revanche, d'autres faits concernant l'environnement du colloque peuvent être mis en lumière.

### Ambiances...

Le rush du lundi matin: inscriptions, badges et distribution de valisettes. Cohue qui s'est reproduite à chaque distribution de documents.

La difficulté de trouver une personne parmi 300 personnes assises dans la salle plénière et une chasse à l'homme permanente pour les participants désireux de rencontrer des partenaires.

La joie d'accueillir des africains avec qui on est en contact depuis plusieurs mois.

La fébrilité des intervenants et animateurs avant l'entrée dans l'arène.

Le sérieux et la concentration du Comité de rédaction du jeudi matin, rassemblant l'ensemble des rapporteurs pour travailler par groupes à des synthèses finales.

En dehors de ces flash, voici quelques éclairages que rapporteurs et sténographes n'ont pu mentionner du fait du sérieux de leur mission.

### Le Capitaine Jupiter est vraiment bien tombé.

Ce spectacle de théâtre, danse et chants, porté avec une «pêche d'enfer» par l'ensemble Koteba, a permis d'exprimer de façon humoristique et parfois virulente des choses dites de façon très intellectuelle pendant les deux premiers jours des travaux.

600 inscrits présents, dont une centaine de participants africains francophones et anglophones

500 repas servis par jour

400 personnes au spectacle de la troupe Koteba, «Capitaine Jupiter».

70 personnes en moyenne par atelier

6 heures de travail par jour

4 productions vidéo totalisant 1 heure et 12 minutes, réalisées entièrement autour du colloque, dont un magazine mis en boîte pendant la manifestation rassemblant des ambiances et des interviews de participants.

3 éditeurs présents en permanence

3 expositions

1 cheville foulée et quelques kilos en moins ...



Source: Paquita

De l'avis des personnes qui avaient bravé la tempête ce soir là, le spectacle collait parfaitement avec le sujet du colloque, une jeunesse en désarroi, tout en le ramenant à des réalités vécues par les jeunes des rues.

### La diffusion écrite de la parole

Dans une salle d'organisation minuscule et surchauffée, deux ordinateurs et une photocopieuse ont permis de saisir au vol les discours produits dans la journée (ateliers, plénières) ainsi que les contributions de certains participants. Cela nous a permis de voir des rapporteurs fiévreux, travaillant sur un coin de table au milieu de leurs feuillets, pour rendre leur copie manuscrite puis dictée pour saisie informatique avant 20 heures. Heure fatidique à laquelle l'Agence Barter prenait le relais pour faire dupliquer en 500 exemplaires ces écrits diffusés le lendemain après-midi. La moisson quotidienne pouvait aller

en moyenne jusqu'à 35 pages, soit 20000 copies!

Cette diffusion pratiquement en temps réel est un des points les plus appréciés par les participants qui ont pu quitter le colloque avec l'essentiel de ce qui s'y est dit.

### De l'avis de l'équipage

L'équipe restreinte du ministère de la Coopération, de l'Agence Barter et du Centre international des étudiants et stagiaires est soulagée d'avoir pu faire atterrir l'avion avec ses 600 passagers, sans trop de cahots.

Si l'accueil à l'aéroport des africains a semblé insuffisant, le séjour a été très apprécié par des personnes qui venaient à Paris pour la première fois.

Les membres du Comité scientifique relèvent trois points positifs à l'issue du colloque:

- la satisfaction d'avoir abordé, peut-être de façon cacophonique et débridée, des thèmes nouveaux, des terrains inconnus,

- le plaisir d'avoir pu faire se rencontrer les acteurs et idéologues de ces pratiques peu identifiées,

- l'espoir d'avoir amorcé une dynamique.

En revanche, ils expriment l'inquiétude de savoir comment ce travail sera valorisé par la suite en terme de recherche et de capitalisation des connaissances d'une part, et dans le cadre de la pratique du ministère de la Coopération, discret lors du colloque, d'autre part.

**Fanny Chauveau, assistante  
ministère de la Coopération pour le  
colloque JVE**

## Questions à M. Marcel Debarge

**Marcel Debarge, ministre de la Coopération, a bien voulu répondre aux questions de Villes en développement (VED) à l'issue du colloque.**

*VED. Le ministère de la Coopération et du développement a organisé le colloque «Jeunes, ville, emploi». Tous les objectifs ont-ils été atteints?*

**MD.** L'un des objectifs principaux de ce colloque était de réunir des acteurs de développement qui ont peu l'habitude de se rencontrer: décideurs politiques, responsables de terrain, chercheurs, associations, partenaires institutionnels, sur des thèmes qui, jusqu'ici, ont très largement fait l'objet de traitements séparés: les jeunes, la ville et l'emploi. L'ambition était qu'ils se mettent ensemble pour construire un cadre permettant, d'une part, d'analyser les évolutions en cours et, d'autre part, de bâtir des programmes de coopération qui répondent aux préoccupations des jeunes urbains africains.

Le colloque a répondu aux attentes de ceux qui y ont participé et cette réunion a permis d'engager une réelle dynamique à partir de laquelle tous les partenaires intéressés, en France, en Afrique et dans les institutions internationales, seront en mesure de mettre sur pied les programmes d'étude et d'action.

*VED. Emploi? les milieux économiques, les investisseurs étaient peu présents à la tribune et dans la salle, c'est presque un euphémisme. Que doivent en déduire les professionnels de la ville?*

**MD.** A ce stade de réflexion et de recherche de méthodes, ce sont plutôt les bureaux d'études et les organismes associatifs qui, dans le secteur privé, ont été mobilisés pour participer à ce colloque. Quand nous préparerons des actions à grande échelle sur telle ville ou dans tel pays, nous associerons, bien sûr, les acteurs économiques majeurs de ces régions: industriels, investisseurs, milieux économiques, etc...

*VED. Les débats ont largement mis en évidence un désaccord profond de nos amis africains sur les programmes d'ajustement économiques. Ces derniers absorbent cepen-*

*dant une part importante de l'aide française. Pensez-vous qu'au delà de l'accompagnement social, il faille réorienter un peu ces programmes?*

**MD.** Tout le monde est d'accord pour dire qu'il est indispensable de rééquilibrer les finances publiques et qu'un pays ne peut pas vivre au dessus de ses moyens, ce qui est fondamentalement l'objectif de l'ajustement. Mais je vous rappelle que depuis quelques années déjà, les conséquences sociales de l'ajustement sont intégrées dans les programmes d'ajustement eux-mêmes. Plus généralement la réorientation que nous avons commencé à mettre en oeuvre consiste à favoriser la reprise du développement dès la phase d'ajustement. Et nous essayons de consacrer une part croissante des crédits d'ajustement à des programmes sectoriels d'ajustement et de développement dans des secteurs déterminés.

*VED. On a beaucoup parlé du secteur informel. Les pouvoirs publics français ont encouragé de nombreux programmes d'insertion des jeunes, créant un secteur «moins formel». Peuvent-ils contribuer à faire reconnaître par les autorités africaines le rôle d'insertion et l'importance économique du secteur «pas encore formel» dans les villes africaines?*

**MD.** Les autorités africaines ont parfaitement conscience du rôle d'insertion et de l'importance économique du secteur informel dans les villes africaines. Elles savent que, dans bien des cas, ce sont les entreprises de ce secteur qui ont permis la survie économique de bien des gens dans les phases les plus rigoureuses de la crise. La seule question que se posent les autorités africaines est de savoir s'il faut soumettre à l'impôt ces activités économiques. Et personne n'a réellement de réponse à cette question parce qu'on sait qu'en taxant un secteur précaire, on risque de le tuer. Nous continuerons à chercher avec nos partenaires, les moyens que ces entreprises contribuent le plus possible au développement national.

*VED. Un film «Etre jeune à Bamako» a bien montré les ravages de la drogue dans une jeunesse en désarroi. Ne peut-on pas craindre que la politique de la ville ne soit*

*progressivement dominée par des préoccupations sécuritaires?*

**MD.** Il est clair qu'aucune politique de la ville ne pourra se développer si on ne vit pas en sécurité en ville. Le problème de la drogue est un des volets de la question. Nous avons déjà entrepris, avec nos partenaires, des actions de lutte contre la drogue, en liaison avec les institutions françaises concernées et le programme correspondant des Nations-Unies (PNUCIC). Cela recouvre des actions de surveillance aux frontières et des actions locales de prévention. Les unes et les autres doivent clairement être accentuées.

*VED. Coopération décentralisée et organisations non gouvernementales sont des acteurs importants sur le thème Ville - Jeunes. Reste-t-il une place pour une politique de coopération globale, initiée et conduite au niveau des états? Pouvez-vous l'esquisser?*

**MD.** Malheureusement les collectivités territoriales françaises comme les organisations non gouvernementales sont encore trop peu engagées sur les thèmes de la ville et des jeunes. Un des objectifs du colloque était précisément de les y inciter, objectif qui me semble avoir été largement atteint. Mais leur action ne pourra se déployer réellement que si les autorités africaines compétentes définissent de véritables politiques nationales concernant la ville et les jeunes, domaine dans lequel le terrain est encore relativement vierge et qui peut donc faire l'objet de programme de coopération ambitieux.

*VED. Plusieurs Ministres africains étaient présents à Paris. Que vous ont-ils demandé?*

**MD.** J'ai eu des échanges très intéressants avec les ministres africains présents à Paris comme avec les représentants de la société civile africaine sur toutes les questions qui faisaient l'ordre du jour du colloque. Nos échanges ont porté principalement sur la manière la plus pragmatique de répondre aux aspirations multiples et, notamment, économiques des jeunes urbains africains, qui demain représenteront la majorité de la population de ces pays.

# Jeunes, ville, emploi: une triade à haut risque

La jeunesse africaine citadine vient de faire l'objet de quatre jours de débats passionnés; il s'agissait, à partir d'une très large confrontation d'idées et d'expériences, de jeter les bases d'un cadre de réflexion renouvelé pour l'action en conciliant deux exigences apparemment contradictoires: celle de l'urgence et celle de la rigueur scientifique.

L'urgence d'intervenir de façon concrète n'est guère contestable: le processus de décomposition urbaine est en train de s'accélérer et jamais les responsables n'ont manifesté plus d'impuissance à répondre aux attentes d'insertion des jeunes générations, en particulier sur le marché de l'emploi. Les outils que proposent les pays du Nord, qu'ils relèvent de la thérapie sociale ou s'inscrivent sur le registre répressif, ne semblent guère adaptés, en l'état, aux situations urbaines africaines.

L'irruption des jeunes sur la scène urbaine africaine est un phénomène récent. Les grandes villes ont doublé leur population au cours de chacune des trois dernières décennies et la proportion des 0-25 ans n'a cessé d'enfler jusqu'à avoisiner aujourd'hui les deux tiers de la population urbaine totale! Cette réalité démographique massive pose dans des termes complètement inédits la question du changement social et politique.

Le jeune vit l'expérience urbaine avec, dans la tête, des représentations contradictoires; synonymes de multitude et de solitude bienfaites, de joie de vivre et de plaisir, la ville prive aussi du confort psychologique de la tradition, elle met à rude épreuve les équilibres subtils entre les générations et entre les sexes transposés des milieux ruraux d'origine et distend les «filets sociaux» de protection que constituent la famille et les groupes de solidarité. On attend de la ville le mélange et la redistribution du jeu social mais elle n'offre plus guère que l'expérience cruelle de l'échec de la modernité. Nul doute qu'une telle expérience n'abîme les jeunes et ne favorise le développement d'une violence de moins en moins cantonnée dans ses expressions métaphoriques. Les expressions culturelles dont ces jeunes sont les porteurs enthousiastes (l'expérience Set setal de Dakar démontre bien leur extraordinaire force créatrice) ne sont pas assimilables à de simples dérivatifs au mal d'être mais leur vitalité ne doit pas non plus masquer une douloureuse perte d'identité.

L'hypothèse de rupture historique est ici confortée par deux signes:

- la délinquance juvénile est ancienne mais



Source: ministère de la Coopération et du développement

cette transgression des normes fait l'objet depuis peu d'une véritable «mise en discours» dont la tonalité générale est volontiers catastrophiste. Les formes de cette délinquance ont, il est vrai, changé avec l'apparition de nouvelles formes de criminalité et l'usage de drogues dures,

- les jeunes diplômés se constituent, sous nos yeux, en catégorie revendiquant un statut longtemps ignoré dans la ville africaine; celui de chômeur. Une telle «innovation» n'est que le produit du divorce aujourd'hui consommé entre des systèmes de formation inadaptés et un marché de l'emploi «en peau de chagrin». Gardons-nous cependant de considérer comme cause de crise un tel dysfonctionnement des systèmes éducatifs; il n'en est que l'un des symptômes les plus visibles.

Sur le long chemin qui est censé conduire de la formation à l'emploi, les modèles habituels de reproduction ont atteints leurs limites:

- l'emploi public n'est plus garanti pour le jeune diplômé qui ne peut donc plus assumer son rôle dans le système complexe de redistribution clientéliste. Pire même, au sein du système communautaire le jeune oisif rentre en concurrence avec les vieux, - soumis à une pression de plus en plus forte, le «secteur informel» épuise les conditions de sa propre dynamique. Le degré de saturation auquel il est parvenu conduit en fait à travers une surexploitation éhontée de la main d'oeuvre juvénile et les dérivés

spéculatives, à un véritable détournement de l'esprit d'initiative attaché à la notion même d'auto-emploi.

Frappés dans leur entourage par les «dégraissages» brutaux de l'ajustement, les jeunes sont, de surcroît, les laissés pour compte des mesures sociales d'accompagnement. Dans des villes où l'argent est devenu un outil de reconnaissance sociale, il leur faut donc déployer des trésors d'ingéniosité pour échapper à l'exclusion. L'idée s'est naturellement formée de muer cet art de la «débrouille» en capacité auto-organisatrice. Peut-on vraiment attendre l'essentiel des solutions de la multiplication de ces «micro-initiatives» même judicieusement accompagnées aux plans technique et financier? C'est peu probable et de plus en plus nombreux sont ceux qui n'envisagent pas de solution durable en dehors d'un retour de l'investissement étranger direct en Afrique. On connaît les arguments employés pour expliquer la faiblesse de cet investissement: insécurité, contraintes fiscales et réglementaires réduisant le taux de retour du capital, décomposition urbaine et mauvaise qualité des équipements et des services... La ville «recomposée» devient du même coup instrument d'une meilleure productivité et facteur de développement économique. Les jeunes semblent disposés à prendre leur part dans cet effort de «recomposition» urbaine, en s'investissant à l'échelle locale, voire en acceptant de prendre en charge des fonctions de service public. Mais l'on s'interrogera sur la réelle défiance manifestée au

cours du colloque vis-à-vis des opérations de travaux urbains à haute intensité de main-d'oeuvre soutenus depuis quelques années par la coopération internationale.

Il ne faudrait pas, en tout état de cause, que la nécessité impérieuse de sortir du cercle vicieux économique conduise à minimiser le risque social et politique que représente une jeunesse désœuvrée en proie aux plus grandes frustrations.

Principaux détonateurs du processus démocratique, les jeunes se reconnaissent aujourd'hui volontiers comme «génération morale» prompte à dénoncer les abus de l'Etat rentier. Mais, ces mêmes jeunes sont prêts à s'engouffrer dans toutes les brèches: une violence urbaine plus ou moins politisée, des dérives intégristes ou maffieuses, l'idéalisation d'un ailleurs magnifié contre toute évidence... Aucune autre utopie mobilisatrice ne leur est offerte dès lors que même les régimes authentiquement démocratiques se trouvent condamnés sous l'effet de contraintes multiples à un réalisme politique strict. Convaincus de représenter une légitimité sociale majeure face au changement, les jeunes n'accepteront pas d'être selon la belle image d'Ismaël Lo(\*) «comme

ceux qui poussent la voiture en panne de la démocratie et qui resteront au bord du chemin lorsqu'enfin elle démarrera».

Les jeunes maliens sont aux avant-postes même s'ils ne sont pas à l'abri de la tentation corporatiste; ceux de Lomé, de Brazzaville ne sont pas moins mobilisés mais que dire du désarroi qui gagne la jeunesse là où l'Etat part en friches?

Le colloque a dessiné un cadre général de réflexion et de proposition qu'il reste maintenant à affiner.

Devant la triade «Jeunes, ville, emploi», tout le monde est un peu déboussolé. Il faut comprendre le changement social, en particulier cette rupture historique dont les jeunes sont les acteurs principaux, pour mieux l'accompagner. C'est seulement de cette manière que l'on pourra dépasser la simple juxtaposition d'actions sectorielles «en direction des jeunes». Ces derniers représentent bien une question globale, sociale et urbaine, qui ne peut pas être traitée sérieusement si ne se desserrent pas certaines contraintes. L'on imagine mal comment les pays africains pourraient être acculés à sacrifier plus longtemps sur l'autel des «grands équilibres» l'éducation aujourd'hui compromise des plus

jeunes. Les politiques urbaines, en particulier les politiques de développement municipal, doivent aussi bénéficier d'un desserrement des contraintes. Peut-être gagneraient-elles auprès des jeunes à s'assigner un horizon moins étroitement gestionnaire.

Il est apparu nécessaire, enfin, de favoriser par tous les moyens le développement du monde associatif africain et de consolider certaines de ses initiatives. L'idée est bien sûr de fabriquer de nouveaux «filets sociaux» de protection, mais aussi de préparer une autre approche de la *res publica*. Les jeunes citadins africains ne seraient-ils pas, sans qu'on s'en aperçoive, en train de renouveler le rapport entre l'associatif et le politique? Même si le colloque de Paris n'avait levé que ce lièvre, il aurait fait oeuvre utile... surtout si les actions d'après-colloque aident à conforter certains acquis.

Emile Le Bris,  
Orstom-Grd Interurba  
Président du comité scientifique du  
colloque

(\*) Chanteur sénégalais

## L'opération pilote des travaux urbains à haute intensité de main d'oeuvre: l'expérience de l'Agetur (Bénin)

Il convient de rappeler brièvement les conditions dans lesquelles l'Agetur a été créée.

Au cours des 20 dernières années, l'urbanisation rapide s'est concentrée dans les grandes villes comme Cotonou et Porto-Novo. Ces deux agglomérations regroupent plus de 850000 habitants, soit plus de 60% de la population urbaine du Bénin.

Une telle concentration urbaine ne va pas sans engendrer des dysfonctionnements et des coûts économiques et sociaux croissants. En particulier, les infrastructures réalisées dans les années 60 dans les deux villes n'ont été ni entretenues, ni développées à la mesure des besoins d'une population qui a été multipliée par huit en trente ans. Ces deux villes offrent le spectacle désolant de villes abandonnées, de voiries urbaines constamment en mauvais état, et des déchets urbains non ramassés.

C'est dans ce contexte marqué par un environnement urbain insalubre, une crise économique et sociale généralisée sur un fond

d'**ajustement structurel**, que le gouvernement de transition de Nicéphore Soglo a négocié avec la Banque mondiale l'opération pilote des travaux urbains à haute intensité de main d'oeuvre en juin 1990.

Compte-tenu de l'urgence des travaux, l'agence d'exécution des travaux urbains (Agetur) a été créée pour l'exécution de cette opération.

### Statut et mission de l'agence

Enregistrée le 18 octobre 1990, l'Agetur est une association régie par la loi de 1901. Au titre de maître d'ouvrage délégué, elle met en oeuvre pour le compte de l'Etat, des administrations publiques et des collectivités locales, la réalisation des infrastructures urbaines (voiries et drainage), à travers les petites et moyennes entreprises locales du secteur bâtiment et travaux publics. Les compétences de l'agence vont s'élargir progressivement du secteur bâtiment au ramassage des ordu-

res ménagères et à l'entretien des infrastructures.

L'assemblée générale de l'Agetur est constituée des membres des ministères, des représentants des entreprises, des employeurs, et des couches défavorisées. Le Président de cette assemblée est Monsieur Isidore de Souza, représentant des couches défavorisées.

Les relations entre l'Agetur et l'Etat font l'objet de conventions qui précisent les devoirs et obligations de chacune des parties.

### Objectifs et consistance de l'opération pilote

Les objectifs essentiels sont :

- l'amélioration de l'environnement urbain,
- la création des emplois et la réduction du sous-emploi urbain,
- l'amélioration des capacités d'intervention des petites et moyennes entreprises.

## Bilan

A la date du 31 juin 1992, l'Agetur, composée de six cadres, a réalisé, grâce au concours de 22 petites et moyennes entreprises, 51 opérations dont 29 chantiers de pavage de rues, 15 ateliers de fabrication de pavés, 4 de curage, la construction de deux ouvrages et une opération d'aménagement de place publique. Le bilan est significatif:

- 7848 m de voies pavés (2675 à Porto-Novo et 5173 à Cotonou),
- 2942 m de réseaux curés à Cotonou,
- 462 m de caniveaux nouveaux,
- 6 ponts piétons,
- aménagement d'une place publique.

Le montant des travaux exécutés par les entreprises est d'environ 1.160.850.000 F. CFA (non compris les frais d'études, de contrôle et de fonctionnement de l'agence) de novembre 1990 à juin 1992 (20 mois).

Les différents financements mobilisés proviennent:

- de la Banque mondiale: 54% des financements,
- de la Caisse française de développement: 21,8%,
- du Ministère de la Coopération allemande: 14,5%,
- de la Banque africaine de développement: 7,3%,
- des riverains, enfin, ont apportés 21,6 millions de F. CFA soit 1,9% du projet.

Les travaux réalisés par l'agence ont générés 7265 emplois (130756 hommes/jour) temporaires dans les deux villes de Cotonou et de Porto-Novo. Ces travaux ont contribué à la création de plusieurs centaines d'emplois permanents notamment dans la réorganisation et la restructuration des PME : création des emplois fixes de techniciens supérieurs, de comptables et de secrétaires.

Les procédures rapides de décaissement mises en place par l'agence (paiement des décomptes en moins de vingt jours) ont permis aux entreprises privées locales d'exécuter les travaux dans des conditions techniques et économiques très satisfaisantes.

## Perspectives

L'expérience de l'Agetur a connu un succès remarquable et ses objectifs ont été entièrement atteints, en particulier en matière d'emplois en milieu urbain.

Par ailleurs, les travaux réalisés ont contribué à améliorer sensiblement les conditions de circulation et d'environnement. Toutefois, les besoins au niveau de la réhabilitation des infrastructures dans les deux villes restent encore énormes et le soutien de cette agence pourra permettre de le résorber progressivement.



source: B. Desjeux

L'Agetur développe les capacités d'intervention des PME, et participe à la création d'emplois, contribuant ainsi à la réduction des effets sociaux du programme d'ajustement structurel. Des jeunes techniciens supérieurs ont monté des entreprises dynamiques pour répondre aux marchés de l'Agetur. L'encadrement de ces entreprises est assuré par une cellule technique basée au centre de promotion des petites et moyennes entreprises. Les jeunes sans qualification sont fortement utilisés dans les chantiers.

L'agence apparaît comme un des outils performants pour la mise en oeuvre des travaux urbains. Sa rapidité, son efficacité et ses propres règles de procédures internes la confirment dans son rôle de maîtrise d'ouvrage déléguée, échappant aux mécanismes administratifs longs, lourds et contraignants qui pénalisent les PME dans les appels d'offres classiques de marchés publics.

Des financements ont été mobilisés pour la poursuite des travaux dans les mêmes objectifs. On peut citer quelques sources. Trois milliards de francs en trois ans seront fournis par le projet de réhabilitation et de gestion urbaine, "réhabilitation des infrastructures urbaines".

Une deuxième tranche de financement de la Caisse française de développement et du ministère de la Coopération allemande apporteront 300 millions de FCFA chacun.

Toutefois, des efforts restent à faire dans le cadre du budget national au profit de cette agence qui ne doit pas éternellement détenir

ses financements uniquement de l'extérieur. Ces projets devront garantir une rentabilité économique et contribuer à la création d'emplois pour les jeunes et au développement du tissu des PME.

Il est donc certain que les emplois fixes et temporaires vont se pérenniser, de même qu'un savoir-faire durable des PME dans le secteur du bâtiment et travaux publics. Toutefois, la nécessité d'un changement de comportement de l'administration publique vis-à-vis de ces nouveaux modes de procédures s'avère indispensable pour une meilleure capitalisation de ce savoir-faire.

Parallèlement le contexte d'intervention de l'agence va évoluer. Le rôle des circonscriptions urbaines de Cotonou et de Porto-Novo sera accru. Elles auront une responsabilité directe dans le financement des investissements et du programme d'entretien. Par ailleurs, les domaines d'intervention de l'agence vont s'élargir pour couvrir le secteur du bâtiment, l'entretien des infrastructures et le ramassage des ordures ménagères. L'expérience de l'agence mérite une attention particulière. Ce type de maîtrise d'ouvrage déléguée n'est pas dans les habitudes de nos administrations publiques. La survie de l'agence dépendra de sa capacité à toujours réussir sa mission dans ce nouvel environnement socio-politique.

**Bachir Oloudé,**  
Directeur général de la SERHAU-SEM

## "L'espoir d'entreprendre contre la galère"

L'atelier n°6 intitulé: "l'espoir d'entreprendre contre la galère" a réuni le mercredi 28 octobre au matin plus de 80 personnes.

L'intitulé de cet atelier trouve sa justification profonde dans les considérations élémentaires suivantes. Les programmes d'ajustement structurel élaborés par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, appliqués dans les pays africains depuis maintenant une dizaine d'années, affectent significativement l'activité économique d'ensemble, marchande et non-marchande. Ils induisent une réduction de l'emploi dans le secteur privé comme dans le secteur public et parapublic. De son côté, la population à la recherche d'un emploi en ville ne cesse d'augmenter sous l'influence de deux phénomènes, la croissance démographique et l'exode rural. La perspective d'occuper un emploi s'éloignant, en particulier pour les catégories de jeunes, beaucoup d'espoir est alors placé dans le secteur informel.

A cet égard, l'exposé détaillé de la situation économique, sociale et politique du Ghana, et son évolution au cours de ces quinze dernières années, présenté par Mme Marjorie Abidin et MM. Martin Verlet et Max Assimeng laissent suggérer que les jeunes des pays africains anglophones sont dans la même galère que ceux des pays africains francophones.

Or, d'une expérience à sa réalisation, il y a souvent un pas. Et justement, le premier intervenant dans cet atelier, Monsieur Olivier Hauville, coordinateur du projet "Echoppe" à Lomé (Togo), relève un certain manque d'esprit d'entreprise de la part de beaucoup de jeunes de cette ville. Il attribue cet attentisme à deux facteurs principaux. D'une part, le poids de la tradition qui ne favorise pas l'initiative individuelle. D'autre part, la prégnance de la figure du fonctionnaire dans l'imaginaire de ces jeunes. Selon lui, seul la déculturation est capable d'insuffler ce nouvel état d'esprit, condition de la survie. Elle passe principalement par une formation à l'entreprenariat.

Certains membres de l'auditoire n'ont pas manqué de faire remarquer que cette appréciation est a priori contradictoire avec la prolifération d'activités de toutes sortes exercées notamment par des jeunes et des femmes, que l'on observe un peu partout dans les villes africaines.

Mais cette divergence de vues ne tient-elle pas partiellement à une question d'échelle? Aussi pour Monsieur Olivier Hauville, le

modèle de référence serait la petite entreprise, tandis que ses détracteurs auraient surtout en vue la micro-réalisation.

Partant alors du constat ou de l'hypothèse de la présence d'un esprit entreprenant chez la plupart des jeunes, d'ailleurs affirmé peut-être davantage chez les plus démunis, de nombreux participants à cet atelier s'interrogent ensuite sur les éléments qui pourraient faciliter l'émergence des projets, leur viabilité ultérieure et, le cas échéant, leur extension.

Sur ce sujet, l'accent est mis sur la constitution de dispositifs ou de structures d'appui technique et financier adaptés. Dans cette perspective, deux expériences ont été présentées. La première est celle de l'intervention conjointe de l'Association française des volontaires du progrès et de "La sauvegarde" sur l'atelier de sérigraphie "Impress-color" (quartier de la Médina, Dakar, Sénégal) destinée à faciliter l'insertion sociale et professionnelle de cinq jeunes handicapés moteurs. Selon les acteurs ou bénéficiaires de cette intervention présents, la question de la pérennisation autonome de l'atelier reste posée. Cela dit, des résultats importants ont déjà été obtenus. Par exemple, la prise de confiance des personnes concernées dans leurs capacités. La seconde expérience évoquée est celle de l'appui apporté par le programme des Nations-Unies pour le développement à des petites et moyennes entreprises en Guinée. De l'avis de son responsable actuel, l'originalité de cette assistance se situe d'abord dans son caractère intégré, depuis la prospection des porteurs de projet jusqu'au recouvrement des crédits obtenus par ces derniers. Et ensuite dans l'implication des institutions financières dès la phase de mise en forme des projets.

Le désengagement des pouvoirs publics d'un certain nombre de domaines de la vie économique et sociale, corollaire à l'application des plans d'ajustement structurel, est particulièrement marqué en ce qui concerne, la santé, l'éducation et le cadre de vie. Pour faire face à la dégradation de ce dernier, deux expériences très différentes l'une de l'autre ont été exposées dans cet atelier. Il s'agit tout d'abord de celle menée par l'Agetur (Agence d'exécution des travaux urbains) à Porto Novo et Cotonou (Bénin). Son présentateur, Monsieur Bachir Ouloué, architecte, a dû faire face aux vives critiques, émises notamment par Mme Aminata Traoré, psychosociologue, contre tout projet de ce genre. Deux reproches

principaux leur sont faits. Premièrement, ce sont des programmes initiés par la Banque mondiale et imposés aux Etats africains sans aucune concertation avec la population concernée. Deuxièmement, en termes d'emplois, les résultats sont mitigés: les jeunes les plus démunis n'en sont pas nécessairement les bénéficiaires; l'embauche a un caractère très provisoire.

Beaucoup moins visibles, car d'ampleur plus modeste, et retenant encore peu l'attention de l'extérieur, deux cas d'amélioration des conditions et du cadre de vie du quartier prise en charge par sa population ont été examinés. Le premier, relaté par Mme Madeleine Ramaholimihaso, se situe dans un quartier de la périphérie d'Antananarivo (Madagascar). Il a été initié par la mission catholique il y a une dizaine d'années. Le second, exposé par M. Francis Benteux, se déroule dans le quartier de Wakhinane (commune de Guediawaye, agglomération de Dakar, Sénégal). Il a comme promoteur des jeunes du quartier réunis dans une association. Dans ces deux cas, l'intervention de la population s'inscrit dans un programme d'actions plus vaste, à propos duquel il est légitime d'employer l'expression d'initiative locale de développement, en ce sens qu'il s'agit d'intégrer à la sphère économique des activités répondant à des besoins anciens ou nouveaux insatisfaits, et fournissant à chacun une place dans l'échange social. Pour la réalisation de ce programme, des financements extérieurs sont néanmoins sollicités.

**Francis Benteux,  
LAST-CLERSE,  
Université de Lille 1.**

### Taux de chômage (\*)

		15-19 ans	20-24 ans
Ghana	1970	33,9	16,9
Nigéria	1983	47,2	28,0
Ethiopie	1984	24,3	19,3
Kenya	1986	47,9	38,6
Zambie	1980	84,9	47,1
Botswana	1984/85	56,4	41,6

(\*) Source BIT, African employment report, Addis Abeba, 1989

# Politiques urbaines et insertion des jeunes

Face aux ruptures et aux déséquilibres introduits brutalement dans les sociétés en développement, qui se manifestent particulièrement dans les villes, quelles politiques urbaines sont de nature à favoriser l'insertion des jeunes dans la vie économique et sociale?

Telle pourrait être la question posée par un gouvernement disposant des moyens financiers et des relais sociaux pour y répondre. Cette situation n'est pas la plus courante dans les pays en développement et les intégrismes et les mafias veillent, prêts à occuper l'espace laissé vacant par la disparition des solidarités et des coutumes, balayées par la misère et l'exploitation.

Il s'agira donc pour les gouvernants n'ayant pas le choix, de rechercher, de comprendre et d'appuyer les initiatives locales, celles en particulier de la jeunesse à la recherche d'un idéal, d'une oeuvre, ou plus simplement de l'expression collective d'une génération d'urbains du sud, que plus grand chose ne rattache à la terre, à la tradition, aux ancêtres. Examinons tout d'abord quelques réponses de la jeunesse face à ce défi.

## Les jeunes construisent la ville

Pour une part essentielle, les villes africaines sont construites par les jeunes. Le mécanisme décrit dans le livre de P. Canel (*Construire la ville africaine*) se résume comme suit: pour un artisan maçon ayant une formation et/ou une pratique professionnelle confirmée, de 2 à 5 jeunes tâcherons assistent son travail. Cela va de la fabrication du matériau de base, le parpaing de ciments (600 à 800 unités par jour), au transport des éléments de la construction sur un vélo (charpente, sacs de ciment) en passant par le ravitaillement en produit de base (sable, gravier, eau).

Afin d'éviter les nombreux aléas du chantier (départ anticipé du maçon avec une avance pour achat de matériaux, défection du propriétaire qui oublie de régler ses dettes auprès du maçon), les liens classiques et familiaux vont être mobilisés pour le recrutement des tâcherons sur le chantier. Il n'est pas rare que des liens étroits unissent le propriétaire et l'équipe d'exécution. La rémunération des «cousins» revêt alors pour partie la forme d'un hébergement ou d'une compensation en terme d'appui à l'embauche ou à l'octroi d'une formation donnant un accès à un hypothétique emploi salarié.

La jeunesse bâtit la ville et elle attend en retour que la ville l'intègre dans les circuits



économiques ou culturels. Le premier contact d'un jeune avec la ville aura souvent été celui d'un chantier de maison, qu'il habitera peut-être plus tard.

## Les jeunes ravitaillent la ville

De nombreuses études ethno-sociologiques ont décrit le rôle essentiel des jeunes, hommes et femmes, dans le ravitaillement des villes africaines (Ph. Hugon - *Nourrir la ville africaine*). Trois types d'activités sont concernés: le transport de vivres qui consiste à effectuer des distances considérables, en général à vélo, pour rechercher les denrées de base (maïs, manioc, riz) auprès des parents restés en "brousse"; la production maraîchère qui permet sur place, dans les interstices de l'urbanisation, de produire le complément vivrier (feuilles, tomates et condiments); enfin le ravitaillement en eau qui en ville continue d'occuper une part substantielle de la jeunesse et souvent des enfants en bas âge. Le portage de l'eau est dans certains pays du Sahel mais également au Nigéria et dans d'autres parties de l'Afrique, une activité essentielle d'intégration de la jeunesse en ville. Ainsi au Mali, pendant l'hivernage, les jeunes ruraux se déplacent en ville pour assurer un service nécessaire en saison sèche, dormant souvent sans confort dans le vestibule des concessions familiales, et accumulant un pécule qui leur ouvrira peut-être un jour la voie de l'intégration sociale.

La majorité des vendeurs au marché sont des jeunes, qui distribuent au détail des produits que leur confie un adulte «grossiste» selon des relations bien établies. La vente à la sauvette de produits de contrebande est la partie la plus visible de cette activité qui insère le consommateur africain dans l'économie-monde.

## Les jeunes animent la ville

L'intensité de la vie associative dans les villes africaines est variable selon les villes et des quartiers. D'une manière générale et bien que cette thèse fasse débat, le niveau d'organisation de la société civile et plus particulièrement de la jeunesse en ville est faible, peu diversifié et peu structuré.

Ainsi les groupements par âge (Ton du Mali), par origine dans les quartiers ethniquement marqués (Lari de Baongo à Brazzaville), par culte (en particulier les syncrétismes d'Afrique centrale), à vocation culturelle ou sportive, sont-ils souvent éphémères, peu stables, enjeu des pouvoirs locaux et soumis à des vols réguliers de trésorerie ou de matériel. L'encadrement par des organisations structurées est souvent une nécessité dans laquelle se sont engouffrées les organisations uniques de la jeunesse qui ont pris la place dans le cadre du parti unique des instances préexistantes (scouts, organisations laïques,...).

Il existe un véritable vide institutionnel consécutif à l'évolution politique récente dans de

nombreux pays d'Afrique, qui nécessite une relance de la vie associative et de la mise en place de systèmes d'animation de la société civile plus particulièrement tournés vers la jeunesse. Il y a là tout un champ d'activité que les organismes de solidarité internationale doivent investir en premier lieu.

## Croissance urbaine et intégration de la jeunesse

Les sociétés africaines et plus particulièrement les villes qui constituent le cadre d'accueil des groupes les plus novateurs, sont entrées dans une période de déséquilibre de longue durée. La mutation des sociétés africaines est en cours depuis la deuxième guerre mondiale (cf. Balandier) et devrait durer encore plusieurs dizaines d'années.

Pour ce qui concerne les villes, une description détaillée des mutations en cours a été donnée dans la première partie de ce document. La jeunesse urbaine joue un rôle essentiel dans cette période de déséquilibre prolongé. C'est sur elle que repose la production, le fonctionnement et l'unité sociale de la ville. Elle doit donc trouver un cadre approprié d'organisation et d'expression collective qui lui permette de continuer à jouer ce rôle intégrateur de la société urbaine africaine.

«Civiliser la ville» est un enjeu majeur qui repose en grande partie sur la jeunesse. Comme toutes ses soeurs dans le monde, la jeunesse africaine est porteuse d'un idéal de lutte contre les difficultés de la vie quotidienne et les rigueurs de l'environnement. Construire la ville est un des thèmes possibles de cet idéal dont se sont emparés certains partis uniques dans la période précédente («tout pour le peuple» à Brazzaville). La ville est riche de sa jeunesse et la croissance urbaine est un puissant facteur de son intégration.

## Pour une ingénierie sociale plaçant la jeunesse au coeur des politiques

La politique de la jeunesse a eu souvent pour objectif de canaliser cette énergie créatrice vers les activités physiques et sportives, ou vers la politique, à travers les organisations de jeunesse. Une gamme d'actions capables de répondre à l'ensemble des aspirations de la jeunesse doit s'ouvrir sur d'autres thèmes plus productifs et plus culturels.

Véritable politique d'ouverture et non de changement radical, cette mutation doit s'effectuer en élargissant les thématiques mais également les lieux de références. L'Etat et ses échelons déconcentrés doivent être re-

layés par les organisations locales. Une politique visant à développer des solidarités locales, ayant pour effet de renforcer l'ancrage réel dans la société productive confessionnelle, culturelle et sportive basée sur les initiatives locales, doit être encouragée. Une véritable ingénierie sociale plaçant la jeunesse au coeur des politiques de stabilisation et d'ajustement ne peut qu'en tracer le cadre. Face à un État nécessairement minimum, seules les collectivités locales et plus particulièrement les municipalités constituent un cadre approprié, à l'articulation de l'intérêt public et de l'initiative privée, pour encourager cette floraison. Elles y trouveront l'application naturelle de leur vocation et en retour la légitimité de leur implantation territoriale. La coopération française en appuyant le «Programme de développement municipal» y contribue d'ores et déjà.

**Xavier Crépin,**  
Chargé de mission  
au ministère de la Coopération  
et du développement

# Au coeur de la crise: les jeunes citadins

## I. Les jeunes: une catégorie sociale

«Les jeunes» constitueraient-ils une catégorie et si oui, laquelle? on a pu faire observer que la notion de «jeunes» est une notion «molle» et le pluriel en l'affaire est significatif. Il est difficile de définir les limites biologiques de cette catégorie: en Afrique, on sort de l'enfance tôt, surtout en situation de crise qui met au travail des enfants dès l'âge de neuf ou dix ans -cireurs, petits gardiens de voitures, marchands de journaux, de mouchoirs, etc...- et, inversement, on peut être très longtemps considéré comme un jeune, un cadet social, si l'on a ni travail, ni épouse, ce qui est le cas de ces chômeurs prolongés qui peuvent avoir trente ans ou plus. En outre, cette hétérogénéité d'âge (et de sexe, bien entendu) est croisée avec une hétérogénéité sociale évidente.

## II. Une jeunesse marginalisée

Cependant, à condition de préciser pour chaque cas les données de situation (âge,

sexe, origine sociale et ethnique, niveau de formation, niveau de citadinisation), il n'en reste pas moins vrai que la catégorie résiste à la critique sociologique, car, par delà son hétérogénéité sociale et culturelle évidente, la jeunesse africaine, dans son ensemble, est touchée par un processus de marginalisation accentué par la crise. De ce fait, ses différentes fractions occupent des positions communes:

1. Une position mal définie entre le monde des enfants économiquement dépendants et pris en charge par les familles, et le monde des adultes intégrés dans la société globale par leurs activités et/ou par un statut social reconnu. Les jeunes se définissent aussi par une position sociale à la marge, ce qui relève d'un paradoxe quand on sait qu'ils représentent une majorité de la population (50% des maliens ont moins de 20 ans, 70% de la population de Kinshasa a moins de 25 ans, etc...).

2. Avec les femmes, ils représentent un groupe traditionnellement subordonné car il sont pris dans un rapport aîné (social)/cadet (social-

biologique) de domination-soumission souvent rigide et contraignant, vis-à-vis duquel certains prennent leurs distances ou même se révoltent (refus du mariage précoce et imposé trouvant une issue dans la prostitution; abandon de domicile paternel par les jeunes déscolarisés de la rue; émigration d'émancipation chez beaucoup de jeunes gens et jeunes femmes venus tenter l'aventure de la grande ville, etc...).

3. Vis-à-vis de l'Etat leur position est précaire car, plus que toute autre catégorie, les jeunes sont à priori soupçonnés de toutes les menaces qui pèsent sur l'ordre social: révoltes lycéennes et étudiantes, délinquance, trafic de drogue, vol, prostitution, grand banditisme, et, plus récemment, manifestations politiques.

4. Se heurtant plus que toute autre catégorie à la violence des appareils militaro-policiers d'Etat et, de manière plus «traditionnelle», aux contraintes de l'ordre lignager les jeunes ont une grande capacité de violence réactive et de révolte, qui se manifeste au quotidien

par un fort potentiel d'indiscipline prenant des formes diverses: formes argotiques du langage (le "nouchi" abidjanais), musique d'inspiration rap, contestation politique, délinquance, entrée dans des sectes.

5. Enfin, avec les femmes et les pauvres, les jeunes constituent un groupe particulièrement vulnérable en situation de crise.

### III. Jeunes sans perspectives

Les fermetures, le dégraissage de la fonction publique, les privatisations assorties de mesures de compression du personnel, les licenciements induisent le chômage du quart ou du tiers de la population active et souvent de 50% des jeunes.

La crise n'épargne, par effet d'interdépendance des secteurs modernes et informels, publics et privés, urbains et ruraux, aucune aire d'activité: l'économie rurale en crise (chute des cours des produits d'exportation, pression foncière et baisse des rendements en systèmes extensif...), n'offre pas de perspective significative de retour à la terre (malgré quelques expériences minoritaires qui sont plutôt des retours temporaires au village), tandis que le secteur non salarié, lui-même touché par la baisse des revenus salariaux et la hausse du coût de la vie qui contractent la demande solvable, n'offre qu'une solution de repli largement illusoire et déjà saturée: si le nombre des emplois statistiques y augmente, c'est au prix d'une baisse de la rémunération du travail et d'un sous-emploi accentué (prolongation indéfinie des temps d'apprentissage...). Pour les patrons dans ces conditions, les jeunes sont de plus en plus mal intégrés et ni les institutions de formation, elles-mêmes en crise, ni les solidarités familiales menacées ne peuvent atténuer le sentiment dominant d'une absence de perspective.

Face à cette situation, l'Etat africain reste encore trop souvent, et peut-être surtout, prisonnier de ses obsessions sécuritaires et de sa culture de la violence, instrument privilégié d'une "politique du ventre" à laquelle les couches sociales au pouvoir ne veulent pas renoncer malgré des concessions de façade à la démocratisation.

Ainsi les jeunes citadins incarnent-ils toutes les contradictions actuelles des sociétés africaines et les donnent-ils à voir avec un effet d'amplification, tant en raison de leur mise en position marginale que des réactions répressives d'un Etat qui ne sait pas dialoguer avec la jeunesse.

Et pourtant, la ville africaine est l'avenir des jeunes (en l'an 2000, il y aura 50% de citadins en Afrique et les jeunes continueront d'affluer surtout dans les villes millionnaires), car le monde rural n'offre pas de perspective réelle.



Source: Desjeux

### IV. Réponses techniques ou réponses politiques?

C'est donc dans la ville, - la métropole tout particulièrement-, qu'à court ou moyen terme doivent s'élaborer les réponses efficacement adaptées à ce processus de marginalisation, voire d'exclusion cumulée pour beaucoup (déscolarisation + chômage + célibat forcé + instabilité résidentielle).

Les réponses peuvent être techniques (institutionnelles, financières, gestionnaires). On peut mettre en avant la nécessité simultanée d'un enseignement plus professionnel visant à mieux adapter les jeunes à un marché de l'emploi requérant une meilleure qualification technique, et d'un enseignement de haut niveau destiné à former des cadres supérieurs compétents, car l'intégration des économies africaines est irréversible, on peut surtout affirmer que la solution tient aux capacités des jeunes à créer leur emploi et même, pour les plus entreprenants et les plus qualifiés d'entre-eux, leur propre entreprise, tant il est vrai qu'aujourd'hui s'impose l'idée qu'un pays ne décolle qu'à partir du moment où peut se mettre en place un tissu serré et diversifié de PME.

En bref, pour ce qui concerne les jeunes aussi, la démocratie, - qu'ils réclament par ailleurs au nom d'exigences libertaires plus ou moins diffusées ou explicites -, dans la mesure où elle est libération des énergies, de la créativité et de l'esprit d'entreprise, est une condition - politique - nécessaire du développement.

C'est enfin ce qui permet de vérifier a contrario l'insuffisance des actions de type plus ou moins caritatif ou social menées ici ou là, en ordre dispersé par des ONG, des associations ou des municipalités.

Ces micro-inventions, généreuses, ponctuellement nécessaires et moralement justifiées ne sauraient tenir lieu de politique globale. Elles restent, le plus souvent, sanctionnées par des résultats peu significatifs du point de vue statistique. Tel atelier de sérigraphie pour jeunes handicapés dakarois a créé cinq emplois; le mouvement scout en Abidjan rencontre certes un succès relatif (2500 jeunes sont ainsi encadrés), contribue à lutter contre l'anomie sociale et la délinquance, mais, malgré quelques minuscules expériences, il ne peut déboucher sur une formation professionnelle, ni sur la création d'emploi, qui mobilisent les jeunes désœuvrés à travers des associations ou des coopératives chargées d'assainir, de curer les caniveaux, de planter des arbres, de nettoyer les latrines, de paver des voies, d'assurer la sécurité du quartier ou de peindre des fresques murales (à Dakar), elles peuvent apparaître au bout du compte comme des actions de garderie ou d'animation visant à occuper les jeunes, à leur procurer une aide monétaire temporaire (mais un gardien de voiture peut gagner dix fois plus dans la rue...) et ne sont, finalement, que des palliatifs temporaires peu significatifs économiquement sinon socialement.

C'est donc bien à une authentique modernisation politique -c'est-à-dire à la démocratisation véritable- qu'appelle la question des jeunes en Afrique. Et cet appel est impérieux: les formes variées de la violence anomique, les fuites migratoires, l'escapisme religieux sont, parmi d'autres, les signes certains d'un épuisement de leur patience.

Alain Marie, Maître de conférences,  
Université de Paris 1, IEDES

# Appui aux projets de développement au Sud, Insertion au Nord

Il fallait bien, dans un colloque qui s'interrogeait sur l'avenir de la jeunesse en Afrique, aborder le temps d'un atelier, le soutien apporté en particulier par les migrants africains depuis la France aux projets de développement de leurs pays et certaines actions menées pour leur insertion au Nord, notamment les opérations de solidarité engagées par des jeunes africains et d'autres pour participer au développement de l'Afrique.

M. Hubert Prévot, Secrétaire général à l'intégration a évoqué la situation de l'immigration africaine qui concerne environ 400000 personnes en France en indiquant que les migrants africains se trouvent actuellement confrontés à une alternative difficile; ils se préoccupent à la fois de leur insertion et de celles de leur famille dans la société française et en même temps du développement de leur pays d'origine. Ils se gardent de trancher alors que les pouvoirs publics français ont tendance à proposer des actions obéissant à des choix nets: l'insertion signifiant une certaine coupure avec les pays d'origine relève de la politique d'intégration tandis que l'aide au développement relève plutôt de la politique de coopération. Des liens entre les deux sont alors difficilement concevables.

Pourtant de nombreuses associations de développement ont été créées par les migrants de la vallée du fleuve Sénégal, leurs membres font des efforts considérables pour soutenir les projets de ces associations villageoises auxquelles elles sont reliées.

Tant et si bien que l'on évoque souvent aujourd'hui le rôle des migrants comme acteurs du développement. Mais qu'en est-il?

## Les immigrés, acteurs du développement

Un slogan mobilisateur, satisfaisant pour l'esprit mais qui mérite d'être nuancé.

Certes, M. Ben Kamara, journaliste à la revue Négropolis, membre de l'association "Immigration et développement du Sahel" de retour du Mali et de Mauritanie évoque les cas de jeunes, migrants à Paris il y a peu de temps, aujourd'hui chauffeurs de taxi ou commerçants dans leur pays. Ces nouveaux porteurs de projets illustrent la capacité des jeunes à trouver des solutions à l'alternative "émigrer ou développer".

Certes, M. Ebebebe, originaire du Congo, nous parle de l'association "Avenir" qu'il a

créé avec d'autres diplômés africains, convaincus que leur formation doit servir au développement de leur pays et qui s'entraident pour mettre en oeuvre leur projets là-bas. Mais M. Soumare d'ENDA Tiers-Monde à Dakar indique aussi l'impact négatif des phénomènes migratoires sur le développement de son pays: l'exode rural dirigé vers la capitale provoque l'affaiblissement des villes intermédiaires alors que ces villes devraient être des pôles d'initiatives, des lieux relais pour le développement rural. Il rappelle que la solution au chômage des jeunes exige un milieu rural actif et productif.

M. Daum, anthropologue de l'Institut Panos rend compte d'une recherche qu'il a menée auprès de 100 associations villageoises de développement de la vallée du fleuve Sénégal et de leurs ressortissants en France: les villages sont vidés de leurs forces vives, les jeunes n'y voient pas d'avenir, 80% de la consommation familiale est assurée par les immigrés. Il a recensé 360 initiatives de ces associations soutenues et souvent impulsées par leurs ressortissants migrants mais 7% seulement correspondent à des projets productifs.

Alors, s'agit-il de développement ou d'assistance avec tous les phénomènes de dépendance qui lui sont liés?

Les migrants sont à la croisée des chemins, ils aspirent et à développer leur pays d'origine et à s'intégrer en France.

M. Neu, secrétaire général du Groupe de recherches et de réalisation pour le développement rural dans le tiers monde, apporte des éléments de réponse en présentant les objectifs de son association: favoriser de réels projets de développement dans la vallée du fleuve grâce à un double dispositif d'appui implanté en France et dans la vallée.

Selon lui, les migrants peuvent être vecteurs d'idées nouvelles et acteurs de développement mais à certaines conditions bien précises. Il insiste entre autres sur la nécessité de mieux s'organiser entre associations et sur l'importance des relations au niveau inter-villageois pour trouver des solutions et pour faire émerger des projets productifs, créateurs d'emploi.

## Insertion au Nord

Vu l'objet du colloque, l'attention a été focalisée sur certaines actions impulsées dans le cadre de la politique d'intégration en France pour et avec des jeunes, plus particulièrement

des jeunes issus de l'immigration africaine. Depuis plusieurs années des opérations dites "opération-prévention-été" sont organisées et financées par plusieurs ministères: Justice, Affaires sociales et intégration, Jeunesse et sports, secrétariat d'Etat à la Ville. Le ministère de la Coopération et du développement a décidé de s'y associer à partir de 1991 pour que soient lancées des opérations solidarités internationales. L'objectif: permettre à des jeunes, toutes origines confondues, de concevoir, préparer et réaliser des "chantiers" en Afrique avec des jeunes sur place.

M. Honoré Djivo de Cergy-Pontoise a ainsi participé avec des jeunes africains et français à la construction d'une maison de jeunes au Sénégal cet été. Pour lui comme pour ses amis, cette expérience a produit un choc salutaire décisif parce qu'il "a renoué avec sa culture d'origine", parce qu'ils ont pris conscience des réalités vécues et relativisé les situations, parce qu'ils se sont sentis utiles. A leur retour, ils ont fondé l'association Dia Moral pour mieux poursuivre l'action entreprise avec les jeunes de là-bas et agir ensemble ici également.

M. Amadou Daf de l'association France-Espoir note qu'après de telles expériences, les jeunes réinvestissent leur scolarité ou s'insèrent dans un parcours de formation ce qu'ils n'étaient pas en mesure de faire auparavant. Lui-même fait partie avec M. Vigouroux de la Direction départementale de la jeunesse et des sports du Val d'Oise, d'un groupe créé par cette direction composé d'élus, de différents services de l'administration et d'associations du département pour réfléchir, s'informer et proposer des actions pour l'intégration des jeunes d'origine africaine dans le Val d'Oise.

Ces quelques actions concrètes qui articulent appui au développement du Sud et insertion au Nord ouvrent des champs d'expérience à poursuivre mais en même temps à analyser, améliorer et mieux cadrer si l'on veut véritablement les rendre efficaces.

Nicole Martin,  
Direction de la population  
et des migrations,  
ministère des Affaires sociales et de  
l'intégration

# Les jeunes confrontés aux politiques urbaines

Le titre provocateur de l'atelier n°8 "les jeunes confrontés aux politiques urbaines" ne traduit pas la tonalité des études de cas ni des débats de l'atelier. En effet, à part le quartier du «Chaudron à Saint Denis de la Réunion» où c'est le saccage des jeunes qui a amené les autorités à concevoir un projet de développement urbain en réponse à leurs besoins et avec la participation de ceux-ci, les actions présentées à l'atelier trouvent leur origine dans un projet externe aux groupes de jeunes, voire même au quartier dans lequel il s'inscrit.

Ces projets illustrent cependant l'intérêt renouvelé des bailleurs de fonds et des autorités locales pour la mise en oeuvre participative des projets d'aménagement et de développement social de quartier.

L'opération «Jeunes bâtissons la cité» à Lomé fait réponse au souci d'un bailleur de fonds d'accompagner la transition démocratique en mobilisant les jeunes chômeurs ou en difficulté des quartiers populaires par des travaux d'intérêt général: enlèvement des ordures, assainissement, réfection de voirie et d'équipements collectifs. Six ONG travaillant localement ont été mobilisées comme maîtres d'oeuvre de ces chantiers.

Le projet de développement urbain Sokoura à Aboisso (Côte d'Ivoire) qui vise à réorganiser le réseau de voirie et le parcellaire d'un quartier à restructurer procède au départ, également d'une démarche externe. L'administration approche les jeunes regroupés en association pour «faire passer le projet». Le dialogue par l'intermédiaire du groupe d'animateurs de l'Association des volontaires du progrès évolue vers la participation à l'élaboration du plan d'aménagement et à sa matérialisation sur le terrain. Cela se traduit par une prestation de main d'oeuvre rémunérée pour la réalisation des travaux nécessités par la restructuration.

Dans les villes africaines en effet, la situation économique est telle que les «projets jeunes» drainent comme main d'oeuvre une tranche d'âge large (de 16 à 25 ans) de garçons et de filles, contraints d'assurer eux-mêmes leur subsistance quotidienne, non insérés dans des formations scolaires ou professionnelles ou non engagés dans des activités génératrices de ressources régulières. Leur préoccupation générale est la recherche d'un revenu. C'est ce qui unit les jeunes, les anime collectivement et ce qui fait que les projets

mobilisateurs de main d'oeuvre ne sont pas à priori suspects.

Répondant au chômage endémique qui frappe les jeunes par des chantiers collectifs, ces projets «offrent une occupation mais ne créent pas d'emploi». Quoique le fait de procurer des revenus mêmes temporaires ne soit pas un résultat négligeable pour les jeunes et que ces activités d'intérêt collectif pourraient se pérenniser dans des structures locales, notons que les ONG animant ces projets ont le souci de les prolonger par la création d'activités permanentes.

La capitalisation d'un «pécule» permet aux jeunes, une fois la période active de chantier terminée de prendre des initiatives en matière d'emploi et de créer leurs propres activités. Certains chantiers se poursuivent même par une gestion d'équipement confiée à des jeunes comme la construction d'abris dans les marchés pour les jeunes filles organisées en coopératives ou la réhabilitation et la gestion de latrines publiques. D'autres projets comme celui mené en jumelage par les communes de Niort et d'Atakpamé ont permis la mise en place d'une caisse locale de prêt facilitant le démarrage de petites activités pour les jeunes et les femmes.

C'est en définitive la capacité ultérieure d'initiative, de prise en charge collective qui est importante dans ces actions de mobilisation des jeunes.

La prise en compte du regroupement des jeunes sous forme associative favorise leur mobilisation et leur participation à des projets de développement.

Le rôle des ONG locales et internationales s'est avéré à ce propos très important, dans les cas étudiés tout au moins.

Au delà de la responsabilité de mise en oeuvre des projets, leur animation permet de nouer le dialogue social en levant les difficultés de relation entre les groupes de jeunes et les autorités locales.

Elles peuvent aussi assurer une bonne intégration au milieu en ajoutant aux projets la dimension culturelle traduite généralement par des activités éducatives de type artistiques et sportives.

Sous cet angle, les jumelages-coopération comme celui de Niort avec Atakpameau Togo, organisant des échanges, notamment entre groupes de jeunes associés sur des projets communs, ajoutent une dimension de solida-

rité internationale et offrent un cadre privilégié de mobilisation des jeunes et d'intégration à la vie municipale.

En définitif, c'est l'intégration sociale des projets de développement de quartier qui est au coeur du débat. L'analyse faite du projet Chodak(1) mené depuis plus de dix ans sur un quartier de Dakar par une équipe de l'ENDA montre les limites des projets de développement de quartier et les difficultés de l'appropriation par les habitants. En s'appuyant sur des groupes ayant des problèmes communs: les femmes, les plus pauvres, les chômeurs, les jeunes..., nous ne soupçonnons pas que ni le statut de «chômeur» ni celui de «jeune» ne font à eux seuls émerger la solidarité et la conscience commune entre les personnes possédant ces caractéristiques. Chaque individu appartient à des réseaux de relations bien plus forts que ces caractéristiques sociales. Ce sont ces appartenances qui vont modeler son attitude vis-à-vis des projets proposés.

Par ailleurs les institutions dites d'encadrement de projet n'échappent pas à la logique du don et de la redistribution. Ils sont perçus par les habitants comme ayant des ressources à redistribuer. Pour y accéder il suffit de faire «allégeance» en acceptant le projet. Face à l'enjeu qu'induit le projet, la population développe une stratégie propre et poursuit des objectifs dans bien des cas différents de ceux des intervenants extérieurs. Ce sont ces stratégies qu'il faut percevoir au delà des détournements de projet et accepter comme objectifs de développement communautaire. Ces remarques sur l'enracinement culturel des projets n'enlèvent rien à la valeur et à la pertinence des projets participatifs d'aménagement de quartier. Elles en montrent les limites et invitent à ne pas isoler la problématique «jeunes, ville, emploi» d'un projet de développement global.

**Claude Baehrel**  
Secrétaire Général  
du Comité Catholique contre la Faim et  
pour le Développement (CCFD)

(1) Voir: Le don et le recours E.S. NDIONE Ed ENDA Dakar

# Les jeunes et le pouvoir

## Pour des villes démocratiques

Dernière table ronde de la dernière séance de travail, ce thème a focalisé bon nombre de frustrations des participants, non seulement à propos de la revendication démocratique en Afrique mais aussi de façon plus terre à terre et quasiment métaphorique, à propos de la revendication d'une plus grande démocratie dans le débat: certains attendaient depuis trois jours une parole qu'ils n'ont pas eu l'occasion de prendre.

Comme l'a rappelé le président de séance, M. Achille Mbembe, la notion de «démocratie» a des contours flous en Afrique et c'est un sujet qui provoque des réactions épidermiques, car le terme a un contenu théorique et passionnel. Par ailleurs, la ville africaine est la scène du pouvoir où se déploie l'autorité.

Qui sont les jeunes citoyens africains? des enfants de huit ans, des hommes de quarante ans, comme en témoigne le film «Etre jeune à Bamako», des urbains de première ou de deuxième génération? Pris dans un système de générations, de relations sociales contraignantes, les jeunes sont incapables de créer un rapport de force à leur avantage et ne peuvent prétendre porter et incarner seuls l'idéal démocratique. Ils sont les enfants de régimes autoritaires.

Ces jeunes sont confrontés à une triple déstabilisation: la crise économique et l'application des programmes d'ajustement structurel (dont les mesures sont tout à fait applicables par des régimes totalitaires); les retombées du discours de La Baule quel que soit son impact; le vent soufflant de l'Est depuis la chute du mur de Berlin. Si la demande, partout réprimée, était formulée bien avant, ces facteurs ont joué le rôle de détonateurs.

La représentation du pouvoir ou de l'Etat est celle d'un Etat-alimentaire et clientéliste: l'Etat-alimentaire est un gâteau qu'on se partage à coups de couteau ou de fusils-mitrailleurs. Cette conception de l'Etat dont la jeunesse n'est pas purgée est-elle compatible avec l'exercice démocratique? L'Etat de droit risque d'être battu en brèche par cet Etat-alimentaire où seuls importent ce que M. Comi Toulabor qualifie d'"attributs proéminents": la femme, la villa, la voiture, l'argent. Que resterait-il de la représentation du pouvoir et de l'Etat dans l'imaginaire de la jeunesse africaine sans ces «attributs proéminents»? Elle se sentirait castrée, émasculée. Heureusement, à Bamako ou ailleurs, quel-



ques associations de jeunes rompent avec cette représentation traditionnelle. Une révolution culturelle est nécessaire.

Concluant cette ébauche du processus démocratique chez la jeunesse africaine, il indique trois scénarios, parfois "catastrophes", pour l'avenir :

- plus jamais de régime militaire en Afrique. Mais est-ce envisageable?,
- la dictature dite décompressée ou dictature "allégée" dans laquelle, par souci de respectabilité internationale, quelques ménagements sont accordés aux droits de l'homme et du citoyen,
- la sud américanisation de l'Afrique, une succession ininterrompue de ruptures brutales entre démocratie et totalitarisme.

Tenant une genèse historique de la démocratie depuis l'indépendance, M. Jean-François Médard souligne que les conflits de pouvoir ne sont pas des conflits de classes mais de classes d'âge, de générations. La scolarisation a servi en premier lieu à gérer le recrutement des élites. L'équation "école = ministre" a longtemps sévi. Mais les portes du pouvoir se sont fermées.

Deux questions se posent alors: la gestion de la jeunesse scolarisée, et la distribution des ressources. A l'égard des «scolarisés», deux méthodes s'opposent: la carotte, ou «cooptation clientéliste» sous le patronage présidentiel qui lui permet l'appui politique et la neutralisation - technique efficace de normalisation car rares sont les contestataires qui y résistent, surtout quand l'Etat a le mo-

nopole de l'emploi et de la violence- et, évidemment, le bâton, la répression des émeutes de lycéens et d'étudiants.

En matière de distribution des ressources, deux phases se sont succédées: les années soixante, soixante-dix avec une certaine croissance économique - les défavorisés restant sous contrôle répressif- puis les années quatre-vingt et l'échec des régimes autoritaires, l'émergence de la contestation, la revendication démocratique, le neuf.

S'inquiétant de l'inadéquation entre contestation et démocratie, il ajoutait aux scénarios de M. Toulabor un quatrième scénario :

- la friche étatique, la désagrégation étant à son avis la menace fondamentale qui pèse sur l'Etat en Afrique.

Tirer des conclusions de ce débat était difficile. Quelques participants ont souligné le paradoxe que représente l'organisation d'un tel colloque, par un ministère, un gouvernement dont le rôle en Afrique, et le soutien apporté à certains régimes autoritaires, a parfois soulevé la colère. Néanmoins cette colère, ces griefs ont pu s'exprimer au grand jour et l'un des présidents de séance, M. Gustave Massiah, a fait remarquer que les rapports inter-Etats ne sont pas la seule des relations possibles, qu'il convient d'instaurer une véritable coopération entre les peuples à travers la dynamique associative dont les manifestations ont formé la trame des débats du Colloque.

**Françoise Reynaud,**  
Villes en développement

# Nouvelles de la Coopération

## ■ Nominations

**-Sous-direction des Actions internationales du ministère de l'Équipement, du logement et des transports:**

-Michel Bidaud, Administrateur civil, ancien Conseiller scientifique et technique auprès de l'Ambassade de France à Pékin, a remplacé Michèle Prats à la Direction de ce service.

-Jean-Michel Maurin, Ingénieur PC est nommé Chargé de mission géographique pour le Maghreb. Il est également chargé, dans le cadre du nouveau plan d'action à l'International du ministère de l'Équipement, d'une réflexion suivi des rapports Nord-Sud.

-Christian Barillet, Ingénieur DTPE, précédemment Conseiller au Projet urbain du Mali pour le compte du GIE Villes nouvelles de France, est chargé de l'Afrique Subsaharienne. Il a également mission, dans le cadre du plan d'action à l'International, de promouvoir le développement de projets de coopération mobilisant les Directions départementales de l'Équipement dans des actions de partenariat avec des ministères techniques africains (coopération déconcentrée).

-Liberto Delgado, Ingénieur DTPE, est chargé de l'organisation des moyens logistiques de la programmation, ainsi que des rapports avec l'ACTIM.

-Jean-Paul Favre, Ingénieur DTPE, est détaché au ministère de la Coopération pour exercer les fonctions de Conseiller technique auprès du ministre des Transports du Cameroun.

-Jean-Marie Chaboussant, Ingénieur, est nommé "Attaché équipement" au poste d'expansion économique de Téhéran.

-François Croville, Ingénieur DTPE, est nommé "Attaché équipement" au poste d'expansion économique de Mexico.

## - Coopérants civils nommés en 1992

### Bénin

-Hugues Clepkens, Conseiller technique, ministère de l'Intérieur, de la sécurité et de l'administration territoriale, DGCL,

-Christian Leberre, Administrateur territorial, Conseiller régional, Projet de développement municipal,

### Burkina Faso

-Boris Dormieu, Conseiller technique du Maire, Municipalité de Bobo-Dioulasso,

-Isabelle Tyminski, Sociologue-économiste, au Service technique d'appui au développement aux collectivités locales, Bobo-Dioulasso,

### Cameroun

-Bernard Domenjoud, Architecte-urbaniste, Conseiller technique, Cellule spéciale de développement urbain au ministère de l'Urbanisme et de l'habitat,

### Côte d'Ivoire

-Alain Gayraud, Architecte, Chef de projet de l'Atelier urbanisme d'Abidjan, Direction des grands travaux,

-Christophe Dalin, IDTPE, Conseiller au service d'appui au développement des collectivités locales, Direction des grands travaux,

### Djibouti

-Thierry de Comarmond, Architecte, ministère des Travaux publics de l'urbanisme et du logement,

-Daniel Fiard, ITPE, ministère de l'Intérieur, District de Djibouti,

### Madagascar

-Alain Lebigot, Architecte-urbaniste, ministère des Travaux publics, Direction de l'architecture de l'urbanisme et de l'habitat/PUF,

### Mali

-Gilles Doublier, Géomètre expert, Conseiller du Gouverneur, District de Bamako,

### Mauritanie

-Nicolas Widmer, Architecte économiste, ministère de l'Équipement, Direction des bâtiments, de l'habitat et de l'urbanisme,

### Sénégal

-Max Rodriguez, Architecte urbaniste, Collectivité urbaine de Dakar, Programme environnement,

-José-Maria Tarabal, Architecte-urbaniste, Collectivité urbaine de Dakar, Programme environnement

## ■ Publications de Cités-unies développement

Le centre de documentation et d'information "Villes en développement" diffuse les publications de Cités Unies développement, l'agence de coopération décentralisée Nord/Sud de la Fédération mondiale des cités unies. 8 titres parus sur la coopération décentralisée, dont le guide sur la coopération internationale d'aide au développement et les collectivités locales-les acteurs, les instruments et les circuits de financement, actes CODATU sur les transports urbains dans les PED, actes Ciudadagua sur l'eau et l'assainissement en Amérique Latine.

Contact : Cités unies développement, 22 rue d'Alsace, 92300 Levallois-Perret, France

## ■ Bureau de l'ADP

Réélection partielle du 3 septembre 1992

- Président : Xavier Crepin

- Trésorier : Daniel Niro

- Secrétaire : Joseph Berthet

Membres : Claude Jamati, LYSA

François Noisette, EPA Sénart

Fabrice Richy - Agence E 4 International

La photothèque du centre de documentation et d'information "Villes en développement" comprend quelque 14.000 diapositives sur les villes en développement, leurs activités, leurs équipements, leurs architectures. Des montages audiovisuels et des cassettes VHS/Secam complètent ce fonds documentaire réalisé pour l'essentiel par des professionnels de l'aménagement.

Ce fonds peut vous servir à illustrer vos publications, vos exposés, des conférences.

Vos photos ou cassettes sont les bienvenues pour un dépôt ou un prêt à fins de reproduction et permettront l'actualisation de ce fonds unique en France.

## ■ Dix ans d'études urbaines

A l'occasion de la cessation des activités d'AREA International et de son entrée à la Caisse française de développement, Jean-Louis Vénard a réédité sous le titre "Dix ans d'études urbaines" la plupart des rapports et textes produits au cours des missions effectuées entre 1982 et 1992.

Neuf volumes regroupent des textes appartenant à un même thème ou à un ensemble homogène d'études.

Tome 1: Urbanisation, tome 2: Côte d'Ivoire, tome 3: Sénégal, tome 4: Jakarta, tome 5: Bangkok, tome 6: Fès, tome 7: Aménagement foncier, tome 8: développement municipal, tome 9: Agences urbaines.

Ces documents sont consultables sur place au CDI "Villes en développement" qui peut sur demande envoyer copie de la note de présentation détaillée (7 pages). Ceux-ci peuvent également être photocopiés, sur devis.

# Colloques

## Maastricht - Pays-Bas 25-27 mars 1993

**Améliorer l'environnement: de nouvelles tâches pour l'aménagement régional et l'urbanisme.** Conférence internationale de la Fédération internationale pour l'habitation, l'urbanisme et l'aménagement des territoires (FIHUAT).

Contact: FIHUAT, Service congrès, 43 Wassenaarseweg, 2596 CG La Haye, Pays-Bas, tél.: 31.70.328.1504/324.4557, fax: 31.70.323.2085

## Toronto - Canada 12-17 juin 1993

**Renforcer nos communautés.** 31ème congrès de l'Union internationale des Villes et pouvoirs locaux (IULA).

Contact: IULA 93, Secrétariat du congrès, Station 1260, Metro Hall, 55 John street, Toronto, ontario, Canada M5V 3C6, tél.: 416.392.8673, fax: 416.392.3751

## Eindhoven - Pays Bas 16-18 juin 1993

**Environnement urbain dans les pays en développement: futur, idées, directions.**

Contact: Secrétariat of building habitat and urban management international, Eindhoven university of technology, P.O. Box 513, 5600 MB Eindhoven Pays Bas, tél.: 40.47.32.83, fax: 40.45.24.32

# A lire

**Quels hommes pour quelle coopération avec le Sud ?** Actes de la journée-débat du 4 septembre 1992.- Paris: Association de professionnels du développement urbain et coopération, 1992. 92 p.

Des représentants de bureaux d'études, de la Banque mondiale, d'organismes de formation et des administrations françaises, ont apporté leur contribution au débat sur l'évolution de la demande, de l'offre et de la gestion de carrière, en matière d'expertise et de coopération technique pour le développement urbain dans les pays du Sud

ADP c/o Villes en développement, Arche de la Défense, 92055 Paris La Défense Cedex 04-France

Prix: 100 FF (gratuit pour les membres de l'ADP)

**The consulting profession in developing countries.** A strategy for development par S.S. Kirmani et W.C. Baum.- Washington: Banque mondiale, 1992.- XIV, 85 p. (World bank discussion papers, 149).

La qualité des sociétés nationales d'architecture et d'ingénierie ne va pas de pair avec l'augmentation de leur nombre ; les politiques et pratiques gouvernementales inefficaces, la faiblesse interne de la gestion et des effectifs, le manque d'environnement professionnel sont des contraintes qui pèsent lourdement sur leur efficacité.

Banque mondiale: Bureau européen, 66 avenue d'Iéna, 75116 Paris - France. ou Service des publications, 1818 H. Street N.W., Washington D.C. 20433, USA

Prix: 56 FF.

**Le secteur de l'eau en Egypte.** Dossier réalisé par le Poste d'expansion économique en Egypte.- Paris: Centre français du commerce extérieur, 1992. 145 p. (coll. Etudes de débouchés).

Présentation des infrastructures hydrauliques existantes, des projets en cours et futurs. Analyse du marché du traitement de l'eau: demande, offre en services et en équipements, financement extérieurs. En annexe: liste des organismes publics du secteur, des bureaux d'études et principales sociétés du BTP égyptiennes. Textes de loi sur le déversement de liquides dans le Nil et ses canaux.

CFCE: 10 avenue d'Iéna, 75783 Paris cedex 16, - France

Prix: 1000 FF.

Institut des Sciences et des Techniques de l'Équipement et de l'Environnement pour le Développement

Centre de documentation et d'information "Villes en développement"

Arche de la Défense, 92055 Paris-la-Défense Cédex 04 - Tél. 40.81.15.74

Nom :

Organisme :

Adresse :

Directeur de publication :

J. Baudoin, président de l'ISTED

Rédacteur en chef : ADP, F. Noisette

Comité de rédaction : X. Crépin, L. Fémique,

D. Gardin, G. Gros, H. Lainé, F. Reynaud,

F. Starling

Secrétaire de rédaction et fabrication : Ch. Rebel

Impression : SIRAP

ISSN 1151-1672

Abonnement: 120 F/4 n° par an